Une Coordination Nationale Etudiante du 24 Mars marquant la structuration d'une mobilisation minoritaire et un noyautage de l'UNEF

La deuxième Coordination Nationale Etudiante de la mobilisation en cours contre la sélection à l'université s'est tenue entre le 24 Mars et le petit matin du 25 à l'université du Mirail sur Toulouse. Elle a été marquée par l'actualité faite de répression étatique policière et fasciste ayant touché de nombreuses universités. Elle a par ailleurs réuni 38 délégations représentant chacune une fac différente, et en cela elle a marqué une avancée significative dans la structuration de la mobilisation. Celle de Montpelier qui lui avait précédée en ayant rassemblée bien moins. Mais ce joli chiffre est à nuancer grandement, d'abord parce que sur les 38 délégations seules 25 facs connaissent une véritable mobilisation (28 en comptant les facs non représentées). Et puis parce que le niveau de mobilisation est très diversifié et reste sur la plupart des facs extrêmement minoritaire. De ce fait mais aussi du fait de mauvais choix tactiques elle a été complètement noyautée par l'UNEF et a donc abouti à un appel des plus moyens s'alignant globalement sur la politique des directions syndicales.

38 facs représentées : une mobilisation minoritaire en expansion et en phase de structuration s'ancrant dans une actualité répressive

Une situation marquée par la répression policière et fasciste :

Cette CNE s'est ouverte sur une bonne nouvelle : Pétel le doyen de la fac de droit de Montpelier ayant démissionné. Ce doyen qui ouvrait mardi dernier les portes d'un amphithéâtre occupé par des camarades en lutte, à un groupuscule fasciste armé de battes en bois. Fascistes qui défonçaient plusieurs de nos camarades et qui par la suite s'enfermaient dans l'amphi avec le doyen pour se faire exfiltrer par la sécurité puis par la police. Pour être enfin publiquement soutenus par Pétel sur France 3. Cette bonne nouvelle était toute relative puisque pour le moment ce fasciste en costard est bien toujours enseignant chercheur et ne connaît aucune poursuite. D'ailleurs pour aller un peu plus loin dans les liens insidieux entre la répression fasciste et la répression de l'état bourgeois, le doyen expliquait que c'était bien parce qu'il n'avait pas pu faire

intervenir les flics qu'il avait fait appel aux fascistes.

Et des interventions policières et étatiques pour casser la mobilisation il y en a eu et en masse. De Caen où des camarades rejoignant une AG interpro se faisaient arrêter, tabasser et mettre en garde à vue. A Grenoble Bordeaux et Strasbourg Nantes où la police est intervenue sur la fac réprimant et ensanglantant des camarades. Les camarades de Dijon Rennes et Lille ont aussi connu la répression policière. Le Mirail a été frappé par des attaques de l'état étant mis sous tutelle avec ses conseils dissous, un administrateur nommé par le ministère et une menace de répression policière ayant été suivie d'une reculade. Enfin, le lycée auto-gérée de Paris a connu l'agression d'un groupe fasciste, tout comme les camarades de Lille 2 ce lundi après la CNE.

Cette répression a heureusement connu plusieurs réponses solidaires dans la rue ou au sein de différentes organisations, surtout celles dont ont été victimes le Mirail et les camarades de Montpelier. Les rassemblements, manifestations, communiqués et motions de soutien étant nombreux.

Cette réalité répressive, présente dès qu'une mobilisation sociale commence à exister et à déranger les intérêts capitalistes a irrigué la CNE et ses débats.

Une CNE donnant un aperçu d'une mobilisation minoritaire et à plusieurs vitesses

Le premier point mis à l'ordre du jour de la coordination a été le tour des facs et a permis de donner un aperçu sinon exhaustif, au moins assez large de la mobilisation sur celles-ci. En gros, cette mobilisation existant sur une trentaine d'universités (donc sur un tiers de l'ensemble des universités françaises) est largement minoritaire et connaît un développement à 3 vitesses :

-La première et la plus répandue réunit environ 20 facs où il n'existe que des noyaux de mobilisation allant d'une vingtaine à une centaine de personnes se réunissant régulièrement en comité de mobilisation ou en Assemblée Générale. Sont concernées les facs d'Artois (40 en ag), d'Avignon (30-50 personnes) de Besançon (AG à 70 sauf une à 200 le 20 mais avec max d'antibloqueurs, juste 30 en manif le 22), de Cergy Pontoise (30 aine de personnes), de Créteil (75 personnes), l'ENS Cachan (15), du Havre (AG à 50 puis à 100), de Limoges (AG 40-50), de Luminy (100 en AG), de Lyon (AG à 30), Nimes (40 à 100 en AG), Paris 2 (60 en ag), Paris 3 (100 personnes au maximum), Paris 4 (70 max en AG), P6 (AG 20-30), P7 (Ags entre 20 et 100), Paris 13 (AG 50), Perpignan (quinzaine de personnes), Reims (AG 40-50) et enfin de Caen (qui n'était pas présente lors de la coordination).

-La seconde qui concerne 4 ou 5 facs, où la mobilisation dépasse ces noyaux sans être une réalité vraiment installée avec des Ags régulières entre 100 et 200 personnes. Nanterre avec des Ags entre 100 et 150 personnes en fait partie, avec quelques petites victoires comme la non-comptabilisation des absences lors des jours de grève. Paris 8

aussi avec des Ags variant entre 100 et 200 personnes et la spécificité d'accueillir depuis le début de la mobilisation une occupation de migrant.e.s. Pau a connu une massification relative mais constante passant de 25 à 200 personnes dans ses dernières Ags. Alors que Rennes 2 qui n'était pas à la CNE et avait été un fer de lance du début de la mobilisation avec des Ags réunissant plusieurs centaines de personnes, les voit maintenant connaître un tassement. Les universités de Lille semble faire partie aussi de cette catégorie.

-La troisième vitesse de cette mobilisation concerne 3 à 4 universités qui semblent largement mobilisées avec des réalité locales différentes. La dernière à rentrer dans cette situation l'a fait après la CNE et a été Paris 1. Qui après une AG à 600 le 6 Février avait vu ses effectifs baisser et ce lundi après un blocage mis en place a réuni autour de 700 personnes en AG et après des débats importants a revoté le blocage et même l'occupation d'une partie de la fac. A Bordeaux la mobilisation avait connu une première massification début mars suite à la répression par la police de camarades occupant un amphithéâtre. Les occupations et blocages surtout sur l'ancien Bordeaux 2 Victoire se sont multipliés tout comme les cadres d'organisations minoritaires se rassemblant très souvent. Le 19/03 une AG à 1.100 avait lieu réunissant bon nombre d'antibloqueur.se.s. Les camarades la dirigeant l'ont fait traîner 6 heures de suite amenant à la fin une « victoire par ko » puisque la suite du blocage a été voté par seulement 400 personnes avec une différence entre pro et anti bloqueurs relativement limitée. La mobilisation sur cette fac est largement dirigée par les camarades autonomes qui des propres mots des présent.e.s à la CNE ont marginalisé le NPA et Solidaires Etudiant.e.s. Nantes qui n'a pas participé à cette CNE semble aussi dirigé par des camarades autonomes (tout comme Rennes 2) et semble se situer entre la deuxième et la troisième catégorie avec des Ags variant et ayant récemment atteint 600 personnes et même mille ce mardi. Les deux universités étant les fer de lance de la mobilisations sont clairement aujourd'hui Montpellier 3 (Paul Valéry) et Toulouse 2 (Le Mirail). Montpellier 3 a vu ses effectifs mobilisés exploser après un blocage voté à très peu avant les vacances de février, ayant aboutit à une AG à un millier retournée par les camarades. Ayant abouti après les vacances à des Assemblées Générales dépassant de façon régulière le milliers de participant.e.s, et ce mardi une AG entre 2000 et 3000. La fac étant bloquée depuis le 16 Mars des cours alternatifs et tout un tas d'activités ont été organisées montrant en plus de l'aspect quantitatif important de la mobilisation une véritable dimension qualitative. Et donc le Mirail en lutte depuis le 13 décembre 2017 contre le projet de fusion avec des personnel.le.s dans la lutte depuis le début avec les étudiant.e.s, un blocage mis en place depuis le 6 Mars. Des Ags depuis l'AG ayant suivi variant entre 2500 et 1000, le vote d'une fac autogérée, et là aussi des cours autogérés.

La réalité de cette mobilisation tout de même nationalement très largement minoritaire a donné une base matérielle au principale problème de cette CNE son noyautage par la majorité de l'UNEF.

Un noyautage de l'UNEF aboutissant à un appel s'alignant en grande partie sur la politique des directions syndicales

On connaît les méthodes bureaucratiques de la direction de l'UNEF. Elles n'ont rien à envier à celles des bureaucraties des principales centrales syndicales ouvrières (on en avait parlé ici : https://tendanceclaire.org/article.php?id=1344). Et bien cette fois encore ça n'a pas manqué. L'UNEF est venu de toutes les villes où les mobilisations étaient extrêmement minoritaires ou même inexistantes. Inventant des Assemblées Générales/réunions publiques, comme à Toulouse au capitole où rien ne se passe mais d'où la TMN (Tendance de la Majorité Nationale) a ramené deux délégué.e.s. Ne respectant en rien de quelconques mandats et suivant sur tous les sujets la ligne de la direction de la majo, comme à Toulouse où la camarade déléguée (ayant représentée précédemment Marseille St Charles en CNE...) n'a en rien respecté notre mandat donné en AG, ne discutant d'ailleurs pas avec nos délégué.e.s. Ou s'inventant carrément des mandats comme à Pau, d'où une militante de l'UNEF est venue et dont on a reçu un message de camarades sur place explicitant qu'elle n'avait pas du tout été mandatée. Mais elle a quand même eu une voix parce que la majo était majoritaire à cette CNE.

Cela s'explique bien sûr par la base matérielle citée plus haut, mais aussi par une erreur et/ou un choix tactique fait par des camarades du NPA. Erreur/choix malheureusement non repéré et donc non combattu. Il n'existait aucun seuil de représentativité minimal pour avoir 2 délégué.e.s dans cette CNE. Entre 2 et 200 en "ag" c'était bon. Quand on connaissait un peu à l'avance la réalité de la mobilisation nationale il était clair que l'UNEF existant dans le plus de facultés se débrouillerai pour être majoritaire. Si il s'agit d'un choix les camarades ont du se dire que vue le début de mobilisation il était nécessaire d'avoir la majorité de l'UNEF avec nous. Et que lui enlever sa majorité c'était prendre un risque sur le fait qu'elle ne vienne pas. Je pense que ce risque aurait du être tenté parce qu'il y avait un enjeu à ce que l'appel sortant de la CNE soit bon, même avec entre quinze et vingt facs représentées. Par ailleurs mettre un seuil minimal n'aurait pas forcément éloigné la majo de l'UNEF qui aurait quand même eu une représentation certaine. Et assumer de ne pas participer et influer les choix nationaux pour une organisation en crise et en accord avec la mobilisation se développant aurait été compliqué à assumer politiquement. Je pense que si le rapport de force le permet il sera nécessaire que la prochaine CNE ait ce seuil minimum de représentativité.

Cette majorité TMN a aboutit à un appel forcément moyen et avec d'importantes limites (voire ici : https://www.facebook.com/UEToulouse/posts/1303751936393454).

La première et la plus importante étant l'alignement sur la stratégie des directions syndicales, avec la reprise du 19 Avril comme date de mobilisation. Cette date étant clairement utilisée par ces directions pour temporiser et ne prendre aucun risque d'être dépassées par leur base et ainsi perdre leurs privilèges bien ancrés dans le

système capitaliste. Après un 22 Mars plutôt réussi mettant dans la rue pas loin de 500 000 personnes ce choix, tout comme d'ailleurs les grèves lotos de la SNCF, est une stratégie de la défaite et envoie la mobilisation contre Macron dans le mur. L'heure est à la construction de la grève générale reconductible à partir de l'entrée en grève des cheminot.e.s le 3 avril seule à même de nous faire gagner, comme l'histoire l'a prouvé à mainte reprise (1986, 1995…). Et cette CNE aurait du servir à mettre la pression sur les directions syndicales pour qu'elles se rapprochent de cette politique. Ou au moins que leurs bases, nos camarades de classe se détachent d'elle et nous rejoignent dans la mise en place de cette grève générale. Et cela aurai dut passer par l'interpellation de ces directions pour les éxorter à mettre en place cette politique. C'était d'ailleurs bien partie, puisque dans une bagarre commune avec les camarades de Révolution nous avions réussit à en faire le mandat de la délégation toulousaine. Mais la majorité bureaucratique de la CNE a tout fait tomber à l'eau, bien que cela ne serait peu t'être pas passé même sans elle. Notre position a été minoritaire à 9 voix pour (Toulouse et Montpellier) 23 contre (UNEF mais aussi une partie du NPA) et 9 NPPV (dont des camarades du NPA). Il aurait aussi été juste que la CNE pousse les directions syndicales à rompre le dialogue social en les interpelant et ainsi en s'adressant à leur base pour dénoncer les discussions feutrés de Matignon. Qui ne font que donner plus de légitimité aux attaques de Macron. Mais là aussi la bureaucratie a parlé : 15 pour, 20 contre…

D'autres problèmes politiques grandement issues de la majo de l'UNEF se sont développés. Alors qu'une proposition est venue de Nanterre, la CNE n'a pas appelé à rejoindre le Front Social le 7 avril. Alors que cela aurait été un moment de convergence très positif avec des travailleur.se.s convaincus de la nécessité de la grève générale. Et puis la date du 29 Mars a été choisit comme date contre la répression et la sélection, alors que le 28 avait déjà été acté par plusieurs facs (Lille, Nantes, Rennes) divisant ainsi la mobilisation.

Mais les problèmes de cette CNE ne se sont pas arrêtés à ceux venant de la politique des bureaucrates. La politique des camarades autonomes a aussi posé problème.

Une politique des camarades autonomes relevant du désaccord stratégique, à combattre par l'unité des coordinations

L'existence d'une Coordination Nationale de Lutte mise en place par Rennes 2 et reprise par les facs dirigées par des camarades autonomes pose problème en tant que tel pour notre mobilisation (la prochaine ayant lieu à Bordeaux). Elle divise la direction alternative à la bureaucratie étudiante que nous devons construire, pour avancer vers la structuration de l'autoorganisation étudiante (Nantes, Rennes 2 ne participant pas à la CNE et Bordeaux n'étant là qu'en observateur.trice.s). Et son fonctionnement pose de gros problèmes. Elle se structure sans aucun mandat, ni aucun principe de représentativité proportionnelle. Qui veut vient. Et elle se présente comme n'étant pas décisionnaire. Mais de fait elle propose des dates de façon plus ou moins formelle (28

Mars) et discute des modalités d'actions. Ces choix politiques relèvent de divergences stratégiques. Les camarades refusant de concevoir que des directions se forment toujours dans les mobilisations (il y a toujours un.e qui dit mieux qui est lea premier.e…), avançant un horizontalisme idéaliste, illes ne mettent pas en place de cadre pour les contrôler démocratiquement, les mandats. Du coup des dirigeant.e.s dirigent sans contrôle aucun. Et puis les camarades refusant de penser la direction illes ne pensent pas la lutte contre les directions réformistes qui demandent d'être le plus fort possible, et qui demande une forme de centralisme. Bref, cette forme est contre-productive et doit être combattue. Notre objectif doit être de l'amener à se fondre dans une CNE véritablement démocratique.

Et pour cela puisqu'il s'agit de désaccords stratégiques, la question n'est pas de calmement discuter ou d'influencer les directions autonomes (parce que oui même non formelles elles existent). Il s'agit d'influencer leur base et les camarades dans leurs alentours. Et dans ce sens au niveau toulousain un mandat avait été donné pour que la CNE se positionne pour l'unité des coordinations et appelle les camarades à nous rejoindre. Malheureusement les camarades de Bordeaux, sur la ligne stratégique de la CNL ont très bien joué le coup, illes ont réussit à empêcher cet appel d'être fait et ont eux par contre appelés les camarades de la CNE à rejoindre la CNL.

A mon avis les universités participant à la CNE où des camarades interviennent devraient lancer des appels à la convergences en invitant les camarades de la CNL à rejoindre la CNE. Et elles devraient aussi participer à la CNL du weekend arrivant à Bordeaux avec pour mandat encore une fois d'appeler à l'unité dans le cadre de la CNE.

Par ailleurs un autre problème, qui ne peut être imputable à l'ensemble des camarades autonomes de la CNE a été la comparaison faite entre l'UNEF et des fascistes sur un tag. Problème politique très important. Nous devons travailler avec l'UNEF pour construire la mobilisation et gagner leur base à une stratégie révolutionnaire. Les fascistes on doit les écraser, et tous les moyens sont bons.

Quelques points positifs et quelques perspectives à construire

Malgré ces limites importantes plusieurs points relativement positifs sont quand même à noter. Le 3 avril a par exemple était appelé comme une date de convergence avec les cheminot.e.s. Et pas seulement sur des revendications étudiantes ce qui est positif pour notre convergence nécessaire. Par ailleurs dans le même sens, l'appel a repris des revendications non-uniquement étudiantes, reprenant celle des cheminot.e.s de retrait de la réforme du rail des contre réformes touchant les hopitaux et les services publics. Mais aussi le retrait de la loi asile et immigration. Et il a proposé une politique liant lutte contre la répression et lutte contre la sélection (malgré la problème de la division des dates). Par ailleurs la prochaine coordination aura lieu à Nanterre en non contradictoire avec la réunion du front social, permettant aux camarades y montant de potentiellement rejoindre aussi la réunion du front social. De plus cette place de

Nanterre permettra j'espère aux camarades du NPA présent.e.s là bas de minoriser la majo de l'UNEF et faire des mandats démocratiques (avec une base minimale pour avoir un mandat).

Enfin, nous devons partout où nous sommes interpeler les directions syndicales pour augmenter la pression et tenter de battre en brèche leur stratégie de « lutte » mortifère pour aller vers une grève générale reconductible. Nous devons construire la grève reconductible sur nos facs sur la base d'organe d'autoorganisation et tenter des choses (y compris si nécessaire des blocus minoritaires). Les vacances arrivent rapidement, et pour les dépasser le mouvement doit encore accélérer. Et des revendications pour combattre la pression des partiels (cours alternatifs, collectivisation de cours du SED, 10 améliorable…) doivent être largement porté. Et puis dans les semaines qui arrivent la répression ne risque pas de s'arrêter, et sans en faire forcément une ligne long termiste, nous devons articuler la lutte contre celle-ci et la lutte contre la sélection. Nous devons aussi nous lier aux autres secteurs en luttes notamment les cheminot.e.s et les fonctionnaires. Enfin comme dit plus haut, la division des coordinations doit être combattue vers une Coordination Nationale Etudiante véritablement démocratique !

Thomas Lerouge, le 27 mars 2018